

# L'IDENTITÉ EUROPÉENNE, ENTRE SCIENCE POLITIQUE ET SCIENCE FICTION.

Introduction

Sophie Duchesne

L'Harmattan | « Politique européenne »

2010/1 n° 30 | pages 7 à 16

ISSN 1623-6297

ISBN 9782296120372

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-politique-europeenne-2010-1-page-7.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Sophie Duchesne, « L'identité européenne, entre science politique et science fiction. Introduction », *Politique européenne* 2010/1 (n° 30), p. 7-16.  
DOI 10.3917/poeu.030.0007  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Sophie DUCHESNE

L'IDENTITÉ EUROPÉENNE,  
ENTRE SCIENCE POLITIQUE ET SCIENCE FICTION.  
INTRODUCTION

L'usage scientifique de la notion d'« identité européenne » a rapidement progressé depuis le milieu des années 1990. On le mesure facilement dans le cas de la littérature de langue anglaise<sup>1</sup> (cf. schéma ci-dessous). Pourtant l'expression n'est pas sans poser problème. Une grande partie de la littérature sur le sujet s'attache à discuter, en termes plus ou moins historiques et/ou philosophiques, ce que sont ou seraient les valeurs et modes de vie communes à « l'Europe » – entendue tantôt comme un continent regroupant un ensemble de pays, tantôt comme une civilisation – qui la distinguent du reste du monde et légitiment en quelque sorte le processus d'intégration économique et politique<sup>2</sup>. Une autre partie de la littérature, celle qui nous intéresse ici, appréhende l'identité européenne comme un processus psycho-sociologique ou socio-politique d'attachement des citoyens à l'espace européen ou à la communauté politique dessinée par l'intégration. Ce volume de *Politique européenne*, comme son titre l'indique, met en question la validité, conceptuelle et empirique, de cette conception de l'identité européenne en sciences sociales.

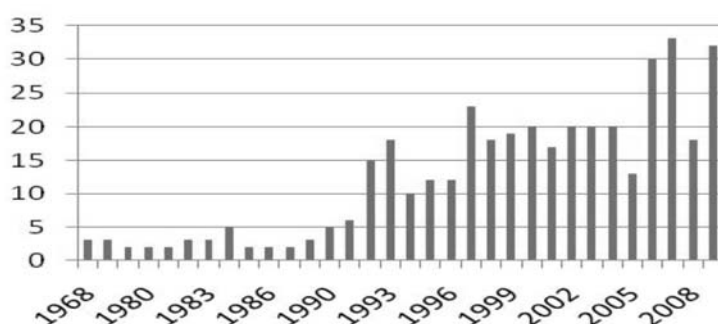
---

<sup>1</sup> La recherche sur l'expression en français ne donne pas grand-chose, peut-être car elle est moins usitée dans les sciences sociales françaises, mais aussi et surtout du fait du grand retard dans la mise en ligne des revues francophones (quatre références sur *Persée*, 1993-1997, et sept sur CAIRN, 2001-2009).

<sup>2</sup> Pour une perspective critique sur cette acception de l'identité européenne, voir par exemple Delanty (1995) ou Stråth (2002).

*politique européenne*, n° 30, 2010, p. 7-16.

*Nombre d'articles publiés chaque année en sciences humaines et sociales dans les revues référencées par le ISI Web of science, et dont le titre contient « European Identity » (Restriction de la recherche aux catégories générales : social sciences or arts & humanities).*



L'identité européenne embarque avec elle tous les débats portant sur la validité sociologique du concept d'identité. Rogers Brubaker et Frederic Cooper ont bien souligné les inconvénients d'un concept que les reformulations fréquentes, depuis son introduction en sciences sociales dans les années 1950 (Gleason, 1983), ont rendu peu opérationnel (Brubaker et Cooper, 2000). L'identité est prise dans une série de tensions : entre similitude et différence ; objectivité et subjectivité ; individuel et collectif ; permanence, contextualité et transformation. Suivant les approches choisies, elle tend à désigner des objets ou propriétés très différents. Pourtant, nombreux sont les auteurs qui ne veulent pas renoncer à un concept dont la difficulté ne fait jamais que refléter la complexité du phénomène dont il cherche à rendre compte, à savoir, l'imbrication du personnel et du social dans le développement de la personnalité et l'explication des comportements humains (Erikson, 1968). Dans un registre plus sociologique, Charles Tilly appréhende les identités (qu'il traite toujours au pluriel) à travers les réponses que les groupes et les individus donnent à la question « qui sommes-nous ? qui sont-ils ? ». Il justifie l'importance qu'il attache à cette notion en soulignant que ces réponses, aussi fallacieuses qu'elles puissent paraître, exercent une influence indéniable sur la capacité et la propension des acteurs sociaux à négocier et agir ensemble (Tilly, 2003, 608). Autrement

dit, même si les histoires qu'ils se racontent pour dire qui ils sont sont toujours des artefacts, des inventions, des imaginations, elles n'en ont pas moins de conséquences sur les comportements effectifs de ceux qui s'y projettent. En ce sens, l'identité, ou plutôt les identités, définies par Ch. Tilly comme des « arrangements sociaux », constituent bien un concept sociologique. Ainsi la notion « d'identité nationale », aussi discutables que puissent être les Histoires nationales dont elle se nourrit, rend bien compte de la façon dont « l'imaginaire national » (Anderson, 1983) contraint les actions d'individus socialisés précocement et continuellement à lui. On peut vouloir dénoncer cette « idéologie universelle » (Billig, 1996) comme le font nombre d'historiens (Noiriel, 2007 ; Bertrand et Laurens, 2007), mais cela ne suffit pas à faire disparaître un phénomène dont les effets sont largement documentés.

Reste que, même pour ceux qui s'accordent sur la validité sociologique du concept d'identité – ou d'identités, puisque tout le monde s'accorde à considérer que l'identité recouvre des attachements multiples –, appliquer cette notion à l'Europe ne va pas de soi. Une identité suppose l'existence d'une forme d'histoire négociée par des groupes, relayée par des institutions, de sorte que les individus qui y sont exposés s'y reconnaissent. On notera au passage que cette histoire (sans majuscule) est toujours moins consensuelle et univoque que l'usage politique de l'identité le laisse entendre<sup>3</sup> : « l'imaginaire national » est, comme n'importe quelle représentation collective, toujours multiple et conflictuel, objet de négociation et de conflits permanents. L'Europe est-elle aujourd'hui porteuse d'une telle histoire ? Peut-on considérer qu'il existe aujourd'hui un « imaginaire européen », même controversé, même variable d'un pays à l'autre, suffisamment construit et présent pour qu'il exerce une influence sur la façon dont les Européens négocient, s'accordent, agissent les uns par rapport aux autres, et par rapport au reste du monde ? Cela demande à être démontré. Les articles de ce volume, pour l'essentiel, en cherchent la trace du côté des représentations des citoyens européens. Seul l'article de Géraldine Bozec (art. 6) regarde aussi du côté de la construction collective d'un récit européen porteur d'identité, en l'occurrence du côté de l'institution scolaire.

---

<sup>3</sup> L'histoire dont il s'agit là n'est pas celle que tendent à fixer les manuels d'histoire, elle ne suppose aucun consensus sur de soi-disant « valeurs nationales », au contraire.

L'introduction de la notion d'identité dans les études européennes a été le fait des études par sondages, et plus précisément, comme le souligne Céline Belot dans le premier article de ce volume, des analystes des Eurobaromètres qui l'ont utilisée pour rendre compte de la multidimensionnalité des indicateurs de soutien à l'intégration. Elle a servi à qualifier la dimension non évaluative des réponses aux questions portant sur leur appréciation de la construction européenne, celle que les concepteurs des Eurobaromètres considéraient comme plus émotionnelle, plus affective. Mais cela s'est fait sans que la notion ait été proprement théorisée : pour l'essentiel, le cadre d'analyse a été importé de la psychologie sociale que beaucoup d'attention ait été portée à la nature du « groupe » impliqué (Duchesne, 2008). De plus, comme le montre Juan Diez Medrano (art. 2) dans sa contribution à ce volume, cette (re)qualification en marqueur identitaire des indicateurs de soutien à l'UE apparemment les moins directement évaluatifs a été faite sans que soit vérifié le sens que les interviewés pouvaient donner à leurs réponses. C. Belot souligne par ailleurs que si les analyses quantitatives dédiées à l'identité européenne ont permis de consolider certains résultats portant à la fois sur la diversité de ces attitudes, la persistance du poids des variables sociales et nationales dans le processus d'adhésion des citoyens au projet d'intégration et l'influence des attachements préalables aux nations européennes, elles ont également montré leurs limites pour saisir un phénomène considéré, comme tout processus d'identification, comme très largement dépendant du contexte d'interrogation

Or dans le même temps, les études européennes ont connu un tournant méthodologique important : les années 2000 ont vu se multiplier les recherches qualitatives portant sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne (voir notamment Belot, 2000 ; Diez Medrano, 2003 ; Meinhof, 2004 ; Bruter, 2005 ; EURONAT, 2005 ; Robyn, 2005 ; White, 2006, 2010 ; Jamieson et Grundy, 2007 ; Gaxie et Hubé, 2007 ; Favell, 2008 ; Duchesne et Van Ingelgom, 2008). Par-delà des méthodes différentes, ces recherches, souvent comparatives, ont toutes cherché à approfondir la nature des relations que les citoyens de l'Europe entretiennent avec le projet européen<sup>4</sup>. Les articles contenus dans ce dossier

---

<sup>4</sup> Certains de leurs auteurs, comme Michael Bruter, Richard Robyn ou Lynn Jamieson, ont d'ailleurs directement tenté d'établir le développement d'une identité européenne. Seul M. Bruter argumente fortement en faveur de son développement, comme l'indique le sous titre de son livre « Citizens of Europe? The emergence of a mass European identity ».

font donc état des résultats obtenus par des recherches qualitatives, menées entre le milieu des années 1990 et celui des années 2000, avec des méthodes et portant sur des publics différents, même si tous appartiennent à l'Europe des Douze. Toutes ces recherches interrogent, directement ou indirectement, l'existence d'un processus d'identification des interviewés en direction de l'Europe, voire de l'Union européenne – autrement dit, de l'influence naissante/croissante d'une histoire ou d'histoires européenne(s) sur les opinions et comportements de ses citoyens. Si chacun de ces textes met l'accent sur des aspects différents des relations qui s'établissent (ou non) entre l'Europe et les Européens, les convergences sont nombreuses qui toutes, soulignent le caractère problématique de la notion d'identité européenne.

Le point de convergence le plus net entre toutes ces recherches est la faible saillance de l'intégration européenne dans les discours recueillis. Qu'il s'agisse des Allemands, des Britanniques ou des Espagnols interviewés individuellement par Juan Diez-Medrano (art. 2), des Anglais, des Belges (francophones) ou des Français que l'équipe du projet CITAE<sup>5</sup> a fait discuter ensemble (art. 3), des jeunes de milieux populaires issus de l'immigration interrogés par Pierre-Edouard Weill (art. 4), des enseignants avec lesquels s'est entretenue G. Bozec (art. 6), des enfants qu'a rencontrés Katharine Throssell (art. 5) ou des Eurostars étudiés par Adrian Favell (art. 7) : ceux pour qui l'intégration ou l'Union européennes constituent des sujets importants, auxquels ils font référence spontanément et avec conviction, sont l'exception. C'est particulièrement vrai quand on le compare aux évocations dont fait objet la nation, nombreuses et apparemment faciles pour la très grande majorité des interviewés – à l'exception cependant des « Eurostars », plus partagés sur le rapport à la nation. Certes, tous les interviewés de ces enquêtes peuvent parler de l'Europe quand on les y invite, et répondraient aux questions de sondage si on le leur demandait. Mais l'approche qualitative, en permettant d'évaluer la qualité des propos tenus, montre bien le caractère secondaire, voire superficiel du sujet pour la plupart d'entre eux.

Seuls les plus politisés des interviewés, qu'il s'agisse des instituteurs dont les propos sont analysés par G. Bozec (art. 6) ou des participants

---

<sup>5</sup> CITAE est l'acronyme du projet « Citizens Talking About Europe ». L'équipe était composée de Sophie Duchesne, Elizabeth Frazer, André-Paul Frogner, Guillaume Garcia, Florence Haegel et Virginie Van Ingelgom.

des groupes de discussion sur l'Europe (art. 3), sont enclins à prendre sur le sujet des positions tranchées. Pour les autres, et tout particulièrement les jeunes d'origine immigrés de milieu populaire interviewés par P. E. Weill (art. 4), on cherche en vain les traces de l'Euroscpticisme tellement redouté par les milieux européistes : l'Europe est peu saillante à la fois parce qu'elle est peu visible mais aussi parce que l'intégration fait peu débat, en tout cas chez ceux que la politique intéresse peu. L'acceptation « à distance » du processus en cours caractérise assez largement les propos recueillis dans ces différentes recherches, questionnant ainsi le rejet populaire mesuré par nombre d'utilisateurs de sondages, et notamment Lisbeth Hooghe et Gary Marks (2008) ou Neil Fligstein (2008).

Difficile donc, quand les interviewés apparaissent si peu enclins à discuter le processus d'intégration européenne, d'analyser leurs propos à partir de la notion d'identité. J. Diez Medrano (art. 2) et K. Throssell (art.5) essayent cependant de préciser ce qui, à partir d'un cadre d'analyse emprunté à la psychologie sociale, permettrait de comprendre la faiblesse de l'identité européenne dans le cas des adultes mais aussi des enfants, nés et socialisés dans l'Europe unie. Tous deux observent de la même façon que la notion d'identification « avec » l'Europe, avec une communauté définie par l'Union européenne, aux contours vagues et fluctuants, ne fait pas sens. Au mieux observe-t-on, dans certains cas pour les adultes espagnols, allemands et britanniques, dans la plupart de cas pour les enfants français interviewés dans ces enquêtes, une capacité à s'identifier soi-même « comme » européen(ne). La composante identitaire véhiculée par l'Europe n'est alors pas collective mais individuelle ; elle n'est, à première vue, porteuse ni de solidarité, ni de mobilisation à l'échelle européenne.

Par contre, cette identification de soi « comme » européen(ne) se nourrit directement du sentiment d'appartenance nationale. Ici, tous les travaux publiés dans ce volume convergent : l'identité nationale n'est pas contradictoire avec le sentiment d'appartenance à l'Union européenne, au contraire. Le peu que l'on puisse observer dans toutes ces enquêtes de relation positive, consciente au projet européen se construit dans le rapport à la nation, soit par extension – « je suis européen parce que je suis français, belge, allemand... » – ou par compensation – « je suis européen parce que je ne me sens pas espagnol ou britannique » ; mais jamais ou presque « je ne me sens pas européen parce que je me sens (très)

national ». L'absence d'antagonisme entre appartenance nationale et européenne, dont C. Belot (art.1) rappelle que l'hypothèse a été posée dès les années 1970, a longtemps rencontré les *a priori* des études européennes et des travaux par sondages. Cela ne veut pas dire, comme le remarquent donc J. Diez Medrano et K. Throssell (art. 2 et 5), que ce qu'on serait tenté de qualifier d'identité européenne se développe de la même façon, sur le même modèle que l'identité nationale. En ce sens, rien ne permet encore d'affirmer que les théoriciens de l'Europe post-nationale se trompent, sinon que le modèle vers lequel on s'oriente à moyen terme semble plus complexe, dès lors qu'il articulerait la persistance des identités nationales avec le développement d'une autre forme d'attachement, plus individualisé, à l'Europe.

Dans le dernier article du volume, A. Favell adopte une position plus radicale à l'égard des difficultés que tous rencontrent à vouloir opérationnaliser, avec des méthodes qualitatives, la notion d'identité européenne (art. 7). De fait, les « Eurostars » qu'il étudie, ces citoyens européens qui ont choisi de s'installer dans un autre pays de l'Union et qui en tant que tels font pleinement usage des nouvelles possibilités offertes par l'intégration, sont loin de manifester plus d'intérêt et d'attachement à la construction d'une communauté politique à l'échelle européenne que les autres Européens. Il suggère donc de cesser de s'acharner à attendre du développement d'une identité européenne la légitimation du projet européen : c'est par leurs comportements, par la façon dont les Européens s'empare(ro)nt des droits et capacités que leur confère l'intégration, qu'ils consolident l'Union.

Comme le montre bien G. Bozec dans le cas de l'enseignement de l'Europe à l'école (art. 6), et comme cela apparaît dans les discussions des Français, des Belges francophones et des Britanniques organisées dans le cadre du projet CITAE (art. 3), l'intégration européenne n'est pas seulement tributaire des identités nationales qui lui préexistent : elle est concomitante à la globalisation. En ce sens, l'intégration est un changement qui se mêle à d'autres et dont les Européens interrogés dans ces enquêtes, pas plus que les scientifiques, ne savent démêler la part qu'il prend aux changements dont ils font l'expérience quotidienne. Comprendre comment l'intégration européenne est vécue par les citoyens suppose donc de cesser de focaliser l'interrogation sur le niveau européen et de regarder plus largement comment ils interprètent les transformations du monde qui les entoure.



Ce volume de *Politique européenne* montre donc qu'il ne suffit pas d'aller voir de plus près ce que ressentent les citoyens européens pour trouver de l'identité européenne, même avec des méthodes *a priori* plus propres à saisir les émotions. Le processus d'intégration européenne et l'Union qu'il produit apparaissent comme des objets extrêmement flous au regard des Européens. Il ne semble pas (encore?) avoir donné lieu à la production d'histoires ou d'imaginaires suffisamment prégnants pour exercer une influence directe sur les attitudes sociales et politiques des citoyens. La notion d'identité européenne semble donc avoir été introduite trop précocement dans les études européennes. La légitimation que des chercheurs, souvent fermement engagés aux côtés de leur objet, peuvent en attendre est claire. Les convergences entre les textes de volume attestent que la validité scientifique aussi bien théorique qu'empirique de ce concept n'est pas démontrée. Comprendre les effets indubitables de l'intégration européenne sur les attitudes des citoyens de l'Union exige une approche moins réductrice et moins prédictive, capable d'appréhender dans leur ensemble les changements que connaissent aujourd'hui les rapports des citoyens européens à leur(s) communauté(s) politique(s)<sup>6</sup>.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anderson B. (1983), *Imagined Communities; Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso
- Belot C. (2000), *L'Europe en citoyenneté. Jeunes Français et Britanniques dans le processus de légitimation de l'Union européenne*, Grenoble, Thèse doctorale de science politique.
- Bertrand R. et Laurens S. (dir.) (2007), « Identité(s) nationale(s) : le retour des politiques de l'identité? », *Savoir/agir*, n° 2.
- Billig M. (1996), « Nationalism as an International Ideology: Imagining the Nation, Others and the World of Nations », in G. M. Breakwell and E. S. Lyons (eds), *Changing European Identities: Social Psychological Analysis of Social Change*, Butterworth and Heinemann, p. 181-194.

---

<sup>6</sup> Je tiens à remercier la rédaction de *Politique européenne*, et plus particulièrement Céline Belot et Julien Weisbein, pour leur soutien et leur implication dans le montage de ce numéro. Merci aussi à mes collègues Olivier Rozenberg et Pierre Muller pour leurs lectures et commentaires de cette introduction.

- Brubaker R. et Cooper F. (2000), « Beyond "Identity" », *Theory and Society*, vol. 29, p. 1-47.
- Diez Medrano J. (2003), *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- Bruter M. (2005), *Citizens of Europe? The Emergence of a Mass European Identity*, Londres, Palgrave-McMillan.
- Delanty G. (1995), *Inventing Europe: Idea, Identity, reality*, Londres, Macmillan.
- Duchesne S. (2008), « Waiting for European identity... Preliminary thoughts about the Identification Process with Europe », *Perspectives on European Society and Politics*, vol. 9, n° 4, décembre, p. 397-410.
- Duchesne S. et Van Ingelgom V. (2008), « Recherche en cours : "Comment les discussions deviennent politiques, lorsque des Français, des Anglais ou des Belges francophones parlent de l'Europe" », *Politique européenne*, n° 24, automne, p. 145-149.
- Erikson E. H. (1968), *Identity: Youth and Crisis*, New-York, W. W. Norton & cie.
- EURONAT Project 2005, Final report « Representations of Europe and the Nation in Current and Prospective Member States », Medias, Elites and Civil Society. <http://www.iue.it/RSCAS/Research/EURONAT/Index.shtml>.
- Favell A. (2008), *Eurostars and Eurocities: Free Movement and Mobility in an Integrating Europe*, Oxford, Blackwell.
- Fligstein N. (2008), *Euroclash. The EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University Press.
- Gaxie D. et Hubé N. (2007), « Projet Concorde. Les conceptions ordinaires de l'Europe. Une approche de sociologie politique compréhensive », *Politique européenne*, n° 23, p. 179-182.
- Gleason P. (1983), « Identifying Identity: A Semantic History », *Journal of American History*, vol. 69, n° 4, p. 910-931.
- Jamieson L. et Grundy S. (2007), « European Identities: from Absent Minded Citizens to Passionate Europeans », *Sociology*, vol. 41, n° 4, août, p. 663-680.
- Meinhof U. (2004), « Europe Viewed from Below. Agents, Victims and the Threat of the Other », in R. Hermann, T. Risse et M. Brewer, *Transnational Identities. Becoming European in The EU*, Oxford, Rowman & Littlefield publishers, p. 214-244.
- Noiriel G. (1987), *À quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille, Agone.
- Robyn R. (dir.) (2005), *The Changing Face of European Identity*, Londres, Routledge.
- Tilly C. (2003) « Political Identities in Changing Politics », *Social Research*, vol. 70, n° 2, été, p. 605-620.

- Stråth B (2002), « A European Identity: to the Historical Limits of a Concept », *European Journal of Social theory*, vol. 5, n° 4, p. 387-401.
- White J. (2006), « The Political Bond in Europe », Paper prepared for the 3rd Pan-European Conference on EU Politics, ECPR Standing Group on the European Union, Istanbul, 21-23 September (Section 1 « Theories of European Integration », Panel 347: Towards a “Practice Turn” in EU studies? »). <http://www.jhubc.it/ecpr-istanbul/virtualpaperroom/051.pdf>
- White J. (2010), « Europe and the Common », *Political Studies*, vol. 58, p. 104-122.